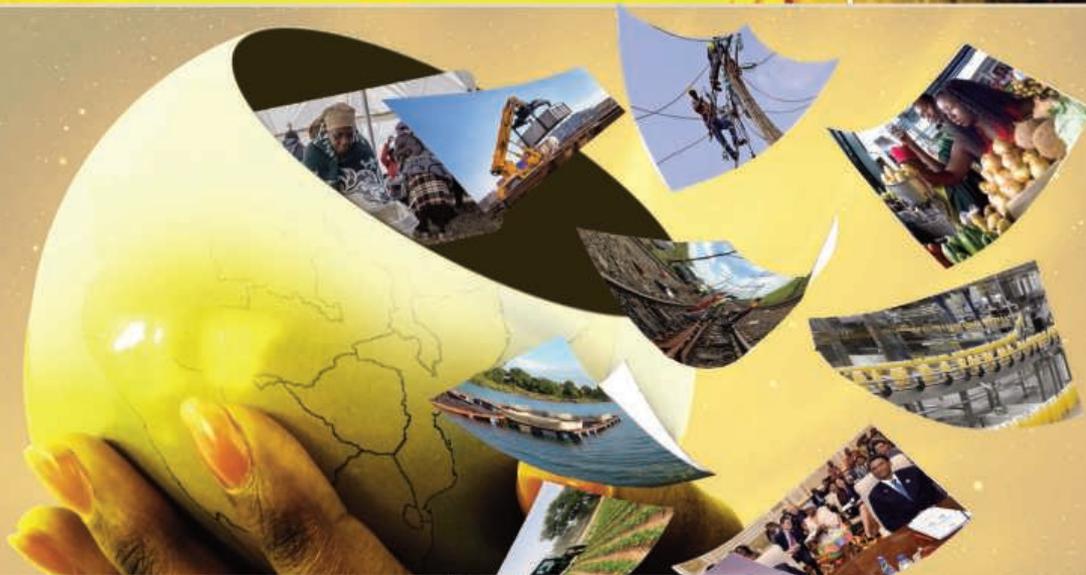


L'AFRIQUE AUSTRALE

SADC AUJOURD'HUI VOL 20 NO. 1 DÉCEMBRE 2017 **Aujourd'hui**



POLITIQUE	3
CHANGEMENT CLIMATIQUE	4
REDUCTION DE RISQUE DE CATASTROPHE	5
GENRE	6
ENERGIE	7-10
PAIX & SECURITE	11
LA TRANSITION	12-13
BRIEFS D'AFFAIRES	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16



LA SADC que nous voulons Réalizations en 2017 et Stratégies pour l'après-2020

par Kizito Sikuka

LA SADC s'est développée pour comprendre 16 États membres en 2017, et les étapes vers l'intégration et le développement ont progressé de manière significative à mesure que la région enregistrait des réalisations et commençait à élaborer des stratégies pour l'agenda post-2020.

Le 37^{ème} Sommet de la SADC qui s'est tenu les 19 et 20 août à Pretoria, en Afrique du Sud, a officiellement reconnu l'Union des Comores comme le 16^{ème} Etat membre de la SADC.

Le Sommet a adopté le thème "Œuvrer en partenariat avec le secteur privé en vue de développer l'industrie et les chaînes de valeur régionales" et a exhorté les États membres à concrétiser ce thème par la mise en œuvre de projets dans les domaines prioritaires suivants: agroalimentaire, enrichissement minéral, énergie et produits pharmaceutiques.

Le Sommet a demandé qu'un Comité régional sur le gaz naturel soit constitué pour promouvoir l'inclusion du gaz dans le mix énergétique pour le développement industriel et a exhorté les États membres à accélérer le processus d'opérationnalisation du Fonds de développement régional de la SADC pour soutenir le programme d'industrialisation.

Cela faisait suite à des réunions préparatoires tenues plus tôt dans l'année pour lancer un processus d'examen et d'élaboration de stratégies à long terme.

Une retraite ministérielle stratégique de la SADC s'est tenue en mars pour déterminer ce qui doit être fait pour créer la "SADC que nous voulons" et pour développer des scénarios sur une trajectoire pour la région.

Parmi les mesures convenues figurait un mécanisme de suivi des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme d'intégration régionale et du respect des protocoles et d'autres instruments juridiques.

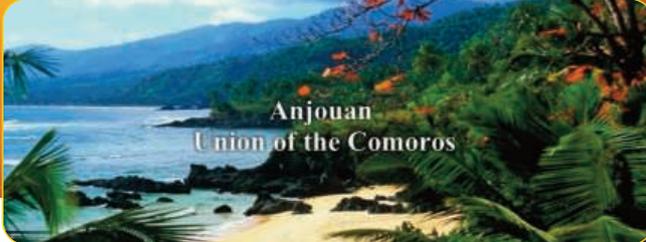
La retraite ministérielle a convenu que les États membres devraient renforcer les comités nationaux afin qu'ils puissent coordonner plus efficacement la mise en œuvre des politiques régionales au niveau national.

Une autre décision importante a été de rechercher des options alternatives pour financer le programme d'intégration régionale de la SADC afin d'éviter de trop compter sur les partenaires internationaux.

Il a été noté que la région a le potentiel de lever chaque année plus de 1,2 milliard de dollars US à partir d'autres options de financement alternatives, telles qu'une taxe à l'exportation et à l'importation; une taxe sur le tourisme; une taxe sur les transactions financières; un système de loterie; la philanthropie; et les revenus provenant de l'organisation d'événements régionaux.

suite page 2...





LA SADC que nous voulons

Réalisations en 2017 et Stratégies pour l'après-2020

La SADC a entamé un processus de formulation d'une nouvelle stratégie de coopération et d'intégration pour succéder au Plan stratégique régional de développement indicatif révisé (RISDP), qui a été approuvé en 2015 et se poursuit jusqu'en 2020.

Une conférence consultative sur la stratégie post-2020 a été organisée au milieu de l'année pour rechercher des analyses expertes sur la mise en œuvre du RISDP révisé et le plan qui oriente la coopération de la SADC dans le secteur politique, le plan stratégique révisé pour l'organe politique, la Coopération en matière de sécurité (SIPO).

Les experts ont noté la nécessité de maximiser les synergies dans la mise en œuvre des deux piliers des activités de la SADC - l'intégration développementale couverte par le RISDP, et la coopération politique et sécuritaire telle que définie par le SIPO.

Le processus consultatif devrait déboucher sur l'élaboration d'un cadre pour une stratégie régionale post-2020 fondée sur les valeurs et les principes communs de la SADC, dans le contexte de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et intégrant les objectifs de développement durable des Nations Unies.

En ce qui concerne le développement économique, la SADC a adopté un plan d'action chiffré pour sa stratégie d'industrialisation et sa feuille de route lors d'un sommet extraordinaire tenu en mars au Royaume du Swaziland.

Le plan d'action vise à établir un schéma de mise en œuvre cohérent et synergique contenant des options stratégiques et des politiques générales en vue de la réalisation progressive des objectifs assortis d'échéances définies dans la stratégie et la feuille de route.

La stratégie et la feuille de route de l'industrialisation de la SADC ont été élaborées en tant que plan de modernisation et de transformation économique inclusif à long terme qui devrait permettre un développement économique substantiel et durable pour élever le niveau de vie et réaliser la vision de la SADC.

L'accès à l'énergie est un ingrédient essentiel à la mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation et en 2017, la région de la SADC a connu, pour la première fois en une décennie, une capacité excédentaire de production d'électricité résultant de la coopération régionale en matière de planification énergétique.

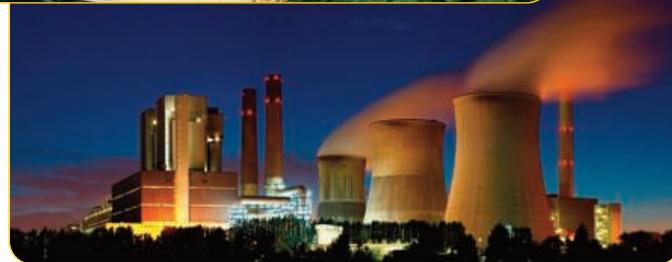
Selon le Southern African Power Pool (SAPP), la capacité de production excédentaire était d'environ 2 616 mégawatts (MW) en septembre. Le directeur par intérim du Centre de coordination du SAPP, Alison Chikova, a déclaré que la tendance devrait se poursuivre car "SAPP mettra en service en moyenne 5 000 MW par an au cours des six prochaines années".

En juillet, la SADC a accueilli un atelier ministériel de haut niveau et une conférence des investisseurs sur les projets énergétiques régionaux. La réunion a passé en revue une liste de projets énergétiques prioritaires, évalué la préparation de ces projets et discuté des mesures de renforcement des capacités pour renforcer les compétences dans la région afin de préparer des projets bancables.

Au cours de cette année, l'Afrique australe a également assisté au lancement de la banque régionale de développement par les pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) pour desservir le continent africain. Le Centre régional africain de la nouvelle banque de développement (NDB) basé à Johannesburg devrait débloquer le potentiel socio-économique de la région et du continent.

En ce qui concerne le renforcement du rôle des femmes dans le développement économique de la région, le Botswana est devenu le 14^{ème} État membre à signer le Protocole révisé de la SADC relatif au genre et au développement qui prévoit l'autonomisation des femmes, l'élimination de la discrimination et la promotion de l'égalité de l'équité par le biais d'une législation, de politiques, de programmes et de projets sensibles au genre.

Le Protocole a été révisé en 2016 pour aligner ses objectifs sur



diverses cibles mondiales et questions émergentes, telles que l'Agenda 2063 de l'UA et les objectifs de développement durable des Nations Unies. Le protocole était déjà aligné sur la Déclaration et le Programme d'action de Beijing.

La stabilité politique est un facteur essentiel dans les plans de la SADC pour l'intégration régionales et le développement; et une réalisation importante en 2017 a été le transfert sans heurt du pouvoir dans trois États membres de la SADC (Angola, Royaume du Lesotho et Zimbabwe), illustrant ainsi la capacité et l'efficacité de la région à relever ses propres défis sans ingérence extérieure.

L'intervention de la SADC dans la situation politique au Lesotho a débouché sur des élections nationales qui se sont déroulées avec succès le 3 juin, donnant de l'espoir à un pays confronté à des difficultés depuis sa naissance en 1966 et plus récemment depuis 2012.

Après l'inauguration du nouveau Premier Ministre, le Dr Thomas Thabane, en juin, le 37^{ème} Sommet de la SADC a approuvé la prolongation du Comité de Supervision pour "continuer à agir comme un mécanisme d'alerte précoce et surveiller et aider le Royaume du Lesotho à mettre en œuvre les Décisions de la SADC." (Voir page 14)

Au Zimbabwe, la SADC a aidé le pays à trouver une solution amiable à l'impasse politique après des semaines de tension au cours desquelles le président fondateur du Zimbabwe, Robert Mugabe, a été contraint par son parti politique, le parlement, les forces de défense et la population de démissionner.

Mugabe, 93 ans, qui avait gouverné le Zimbabwe pendant 37 ans depuis son indépendance en 1980, a démissionné le 21 novembre, comme prévu dans la Constitution,

et a été remplacé par son ancien vice-président et actuellement président de la République du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa dont l'investiture a connu la participation de plusieurs présidents et anciens présidents des États membres de la SADC. (Voir pages 12, 13)

En Angola, le deuxième président exécutif, José Eduardo dos Santos, qui a servi le pays depuis 1979, a remis le leadership du parti et plus tard les instruments du gouvernement au président João Lourenço après que leur parti, le MPLA, eut remporté 61% des voix et 150 sièges au parlement.

En ce qui concerne la sécurité alimentaire, la SADC a noté une amélioration pour la campagne 2017/2018 et a exhorté les États membres à améliorer les installations de stockage afin de minimiser les pertes après récolte.

Le 37^{ème} Sommet de la SADC a également approuvé le Protocole relatif à la Protection des Nouvelles Variétés de Plantes dans la Région de la SADC.

En termes de réduction et de gestion des risques de catastrophe, la SADC a accepté d'explorer les options d'assurance risques, y compris les facilités disponibles par la Banque africaine de développement pour les catastrophes telles que la sécheresse et les inondations causées par le changement climatique. La Stratégie de préparation et de réponse aux catastrophes de la SADC 2016-2030 exige que les États membres de la SADC mettent en place un système d'alerte précoce simple et accessible dans les trois langues officielles d'ici la fin de 2017.

Un autre jalon important pour 2017 a été la restructuration du Secrétariat de la SADC afin de l'aligner sur les priorités opérationnelles actuelles. □

La SADC développe une stratégie anti-corruption

L'AFRIQUE AUSTRALE a élaboré un projet de plan stratégique pour lutter contre l'utilisation abusive et la mauvaise allocation des ressources publiques par ceux qui occupent des postes de décision.

Le plan stratégique et d'action anti-corruption de la SADC sur cinq ans a été élaboré par l'équipe spéciale du Sous-comité de lutte contre la corruption de la SADC comprenant le Botswana, la République-Unie de Tanzanie et le Royaume du Swaziland.

Le projet de plan d'action a été approuvé lors d'une récente réunion du SACC tenue à Gaborone, au Botswana.

La stratégie attend maintenant des consultations par les États membres de la SADC.

Une fois finalisé et approuvé, le Plan stratégique et d'action anti-corruption de la SADC sera mis en œuvre grâce à un effort de collaboration des États membres de la SADC dans le cadre de l'opérationnalisation du Protocole de la SADC contre la corruption.

Le Protocole de la SADC contre la corruption (2001) vise à promouvoir et à renforcer le développement au sein des États membres des mécanismes nécessaires pour prévenir, détecter, punir et éradiquer la corruption dans les secteurs public et privé.

Le protocole vise en outre à faciliter et à réglementer la coopération en matière de corruption entre les États membres et à favoriser le développement et l'harmonisation des politiques et de la législation nationale relatives à la corruption.

Il définit également clairement les actes de corruption, les mesures préventives la compétence des États membres ainsi que l'extradition.

Les arrangements institutionnels pour la mise en œuvre du protocole sont décrits dans l'instrument juridique. Par exemple, chaque État partie est tenu d'adopter les mesures

nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions établies conformément au protocole lorsque:

- l'infraction en question est commise sur son territoire;
- l'infraction est commise par l'un de ses ressortissants ou par une personne qui réside habituellement sur son territoire; et
- le présumé criminel est présent sur son territoire et ne l'extrade pas dans un autre pays.

Prenant la parole à la réunion de SACC, Maemo Machehe, de la Direction de l'Organe sur la politique, la défense et la sécurité du Secrétariat de la SADC, a déclaré que la corruption est "endémique et continuera d'affecter négativement le programme de développement national et régional si elle devait éroder les institutions publiques et privées."

La corruption est responsable de l'utilisation abusive et de la mauvaise allocation des ressources par ceux qui occupent des postes d'autorité, au lieu de consacrer une telle richesse à un changement positif dans la vie des citoyens. □

Feuille de route du cadre régional de qualification convenue

LE COMITÉ Technique sur la Certification et l'Accréditation de la SADC a convenu d'une feuille de route pour la mise en œuvre d'un Cadre de Qualifications de la SADC.

Selon les résultats d'une récente réunion du Comité technique de la SADC sur la certification et l'accréditation (TCCA) qui s'est tenue à Johannesburg, en Afrique du Sud, la feuille de route couvrira la période de septembre 2017 à mai 2018.

Le Cadre de Qualification de la SADC (SADCQF) a été approuvé par les Ministres en charge de l'Education, de la Formation, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation en juin.

Le cadre vise, entre autres, à permettre aux États membres de la SADC d'harmoniser les qualifications obtenues dans la région.

À long terme, la mise en place d'un système éducatif normalisé devrait promouvoir une intégration régionale plus approfondie, car cela faciliterait la circulation des étudiants

et des professionnels en Afrique australe.

Le cadre vise à promouvoir le mouvement harmonieux des apprenants et des travailleurs dans la région de la SADC et devrait permettre aux États membres de référencer leurs cadres nationaux de certifications ou leurs systèmes nationaux d'éducation dans les pays où des NQF sont encore en cours de développement par rapport au cadre régional convenu.

Les États membres seront en mesure de comparer leurs qualifications par rapport au SADCQF.

La réunion de TCCA a décidé que le Secrétariat de la SADC devrait collaborer avec les États membres non participants pour s'assurer qu'ils participent aux travaux de TCCA.

Le président de TCCA, Joe Samuels, a déclaré qu'il est nécessaire d'accélérer la mise en œuvre des quatre secteurs du SADCQF, à savoir:

- Développement et alignement des NQF sur le SADCQF;

- Assurance qualité;
- vérifications; et
- P l a i d o y e r e t communication.

Le TCCA est un groupe d'experts des États membres de la SADC et est soutenu par le Secrétariat de la SADC.

Il est mandaté par les ministres de l'éducation de la SADC pour superviser la mise en œuvre du SADCQF. □

Sous-comité anti-corruption de la SADC

LE SOUS-COMITÉ anti-corruption de la SADC est l'un des mécanismes institutionnels pour la mise en œuvre du Protocole de la SADC contre la corruption qui a été signé en 2001.

Il comprend des représentants de tous les États membres de la SADC et rend compte au Comité ministériel de l'Organe sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité.

Il est responsable de:

- recueillir et diffuser des informations aux États membres;
- organiser des programmes de formation pour les officiels;
- évaluer les programmes mis en place par les États membres et la mise en œuvre du protocole; et
- fournir une autre assistance aux États membres. □

Peu de progrès dans les négociations sur le changement climatique à la COP 23

LA CONFÉRENCE sur le changement climatique qui vient de se terminer à Bonn, en Allemagne, a apporté peu de progrès dans les négociations sur le changement climatique, car les questions cruciales sur le financement restent non résolues.

Comme lors des conférences précédentes, les pays industrialisés ont encore une fois montré un manque d'engagement pour honorer leur promesse de financement climatique de fournir 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 comme convenu en 2009 à Copenhague, au Danemark.

Alors que la position de l'Afrique était très claire avant la 23ème Conférence des Parties (COP 23) à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), appelant les pays développés à "payer" leurs engagements financiers, cette attente était loin d'être satisfaite.

Le texte des documents finaux de la conférence indique seulement que les pays industrialisés ont réitéré leur engagement à mobiliser conjointement 100 milliards de dollars US par an d'ici 2020, mais sans propositions concrètes sur la manière dont cela sera réalisé.

Au cours de la conférence, les pays en développement ont pressé les pays riches de rendre compte de leurs flux de financement climatique afin de leur fournir les informations requises pour l'élaboration des plans climatiques, comme stipulé dans l'Accord de Paris de 2015.

L'article 9.5 de l'Accord de Paris stipule que "les pays développés Parties communiquent tous les deux ans des informations quantitatives et qualitatives indicatives" sur le financement de la lutte contre le changement climatique en faveur des pays en développement Parties.

Cette demande aussi n'a pas été satisfaite car les pays développés ont fait valoir que cela ne faisait pas partie du programme de la conférence, forçant les négociateurs à accorder plus de

temps pour discuter de cette question lors des réunions intersessions prévues d'ici la COP24 en décembre prochain.

Les pays en développement étaient également préoccupés par le fait que les pays riches du Nord n'avaient pas fait assez pour respecter leurs engagements en matière d'adaptation et d'atténuation pour la période allant jusqu'à 2020.

Les négociateurs africains sont d'avis qu'un soutien renforcé à l'adaptation et à l'atténuation dans la période allant jusqu'à 2020 est essentiel pour établir une base solide pour les objectifs post-2020.

Un autre point critique pour la SADC - et le reste de l'Afrique - était la nécessité pour la conférence de discuter de l'accessibilité des fonds d'adaptation.

Bien qu'il ait été annoncé lors de la conférence que le fonds d'adaptation a été reconstitué avec un total de 93,3 millions de dollars US cette année, les pays en développement n'ont pas réussi à accéder aux fonds en raison des conditions strictes imposées par les pays riches.

Parmi les résultats de la COP 23, citons l'adoption du Plan d'action sur le genre qui vise à renforcer le soutien à la mise en œuvre de politiques et d'actions climatiques sensibles au genre aux niveaux national et local.

Il s'appuiera sur les cadres existants et créera de nouveaux processus permettant aux femmes de devenir des agents du changement dans l'action climatique.

Pour l'Afrique australe, cette évolution est bienvenue compte tenu du fait que le changement climatique affecte les plus vulnérables de la société et que les femmes sont souvent confrontées à la plus grande menace car elles sont traditionnellement exclues du processus décisionnel aux niveaux local, national et régional.

Un autre résultat clé de la conférence a été la décision d'éliminer progressivement la production d'énergie au charbon.



La conférence a décidé d'éliminer l'utilisation du charbon dans la production d'électricité d'ici 2030 pour les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Union européenne, tandis que le reste du monde devrait en faire autant avant 2050 afin de respecter les dispositions de l'Accord de Paris.

Toutefois, la déclaration n'engage pas les signataires à une date d'élimination particulière et aucun délai n'a été proposé aux signataires pour mettre fin au financement de la production d'électricité au charbon, au lieu de la limiter.

La conférence a établi le Dialogue Talanoa, une plate-forme destinée à faciliter un processus inclusif et participatif qui permet aux pays ainsi qu'aux acteurs non étatiques du monde entier de partager des histoires et de présenter les meilleures pratiques

en matière de changement climatique.

L'objectif ultime est de permettre aux Parties de se rapprocher collectivement de l'objectif plus ambitieux de l'Accord de Paris consistant à maintenir la hausse des températures mondiales à un maximum de 1,5 degré Celsius.

Comme ce fut le cas à la COP22, les négociations de la COP23 ont davantage porté sur les tentatives de réaliser des progrès significatifs dans l'élaboration du « règlement de Paris », qui établira les règles et processus plus techniques nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

La conférence s'est tenue du 6 au 17 novembre à Bonn, en Allemagne, bien qu'elle ait été officiellement accueillie par Fidji. C'est la première fois qu'un État insulaire accueille la Conférence des Parties à la CCNUCC. □

Temps forts de la COP23

Les points clés de la conférence de la COP 23 sur le changement climatique sont les suivants:

- L'engagement tiède des pays industrialisés à financer le climat, mais pas de propositions concrètes;
- Adoption d'un plan d'action sur le genre pour le changement climatique;
- Accord pour finaliser l'élaboration d'un "règlement" de l'Accord de Paris;
- L'élimination progressive du charbon dans la production d'électricité;
- Mise en place d'une plate-forme pour partager des histoires et présenter les meilleures pratiques en matière de changement climatique. □



La SADC évalue les programmes de gestion des risques de catastrophes dans quatre pays

LE SECRÉTARIAT de la SADC s'est lancé dans un exercice d'évaluation de l'état des programmes de réduction des risques de catastrophe ou de gestion des catastrophes en Angola, en République Démocratique du Congo, à Madagascar et en Namibie.

Ce programme est mis en œuvre dans le cadre du Programme de coopération politique régionale (CPR) de la SADC et demande au Secrétariat de dresser un inventaire pour déterminer l'état de la gestion / réduction des risques de catastrophes dans les quatre États membres évaluer leurs progrès dans la mise en œuvre des programmes nationaux de RRC/M.

L'exercice vise à produire des rapports d'inventaire nationaux détaillés et à développer des bases de données nationales sur le statut des DRM, les ressources et services, et la mise en œuvre des programmes DRM en Angola, en RDC, à Madagascar et en Namibie.

Le Secrétariat prévoit d'engager un consultant qui devra faire un inventaire des ressources et services de la RRC / M, y compris les institutions et les cadres dans chacun des quatre pays et identifier les lacunes, défis, besoins et opportunités dans la mise en œuvre des programmes nationaux selon les cinq domaines prioritaires du Cadre d'action de Hyogo (2005-15) et d'autres stratégies continentales et régionales de prévention des catastrophes.

Le consultant doit réaliser un inventaire détaillé des cadres institutionnels, politiques, juridiques et autres pertinents qui dirigent le programme de RRC / MR et faciliter la mise en œuvre des programmes au niveau national, y compris les programmes et activités entrepris par les institutions nationales /

infranationales, Organisations non gouvernementales (ONG), partenaires internationaux de coopération (PIC) et d'autres parties prenantes.

Il / elle devrait consulter largement les unités de protection civile ou les autorités de gestion des catastrophes de l'Angola, de la RDC, de Madagascar et de Namibie ainsi que les agences des Nations Unies, la Banque mondiale, la Croix Rouge, les ONG, les PIC et les bailleurs de fonds et les parties prenantes nationales et infranationales.

Ces consultations seront utilisées pour identifier et documenter ce qui suit:

- les stratégies, politiques et programmes nationaux clés, en tenant compte des évolutions intervenues au cours des cinq dernières années ainsi que des interventions de RRC / M en cours et prévues dans les quatre pays;
- les principaux dangers identifiés et les évaluations des risques qui ont été entreprises dans le pays et les méthodologies utilisées; et
- des statistiques sur les impacts des catastrophes qui ont eu lieu dans le pays;

Les informations collectées seront stockées dans des bases de données nationales et dans le système de gestion de l'information sur la réduction des risques de catastrophe proposé par la SADC.

Le programme RPC financé par l'Union européenne est conçu pour renforcer les capacités du Secrétariat de la SADC et plus particulièrement de la Direction de l'Organe sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité ("l'Organe") dans la mise en œuvre de son mandat pour l'intégration régionale dans les secteurs de la politique et de la sécurité.

Dans le cadre de ses objectifs, le programme RPC vise à dresser un inventaire des politiques et plans d'action nationaux relatifs aux catastrophes, en vue de faciliter leur harmonisation avec les stratégies et tendances régionales et continentales.

Dans la mise en œuvre de ce processus, le programme renforce simultanément les systèmes d'alerte précoce nationaux et régionaux pour la collecte et l'échange en temps voulu d'informations sur les risques et les catastrophes ainsi que sur d'autres problèmes de sécurité humaine.

Le programme soutient la recherche sur les changements

régionaux à long terme et les tendances qui affectent les vulnérabilités et les risques, en particulier le changement climatique.

Il soutient la mise en œuvre de la Stratégie et du Fonds de Prévention et Réponse aux Catastrophes de la SADC (2016-2030) adoptés par les ministres responsables de la Gestion des Risques de Catastrophes en novembre 2016, dont le but est de développer une culture de sécurité et de résilience aux catastrophes en renforçant la préparation pour le redressement rapide dans la région d'ici 2030. □

Les domaines de priorité du Cadre d'Action de Hyogo

LE CADRE d'action de HYOGO (HFA) 2005-2015: Renforcer la résilience des nations et des communautés face aux catastrophes a été adopté lors de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes qui s'est tenue en janvier 2005 à Kobe, Hyogo, Japon.

La conférence a été l'occasion de promouvoir une approche stratégique et systématique pour réduire les vulnérabilités et les risques liés aux dangers. Il a souligné la nécessité des moyens identifiés de renforcer la résilience des nations et des communautés face aux catastrophes.

Les cinq priorités d'action identifiées dans le cadre du CAH 2005-2015 sont:

- ❖ Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale avec une base institutionnelle solide pour la mise en œuvre
- ❖ Identifier, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer l'alerte précoce;
- ❖ Utiliser les connaissances, l'innovation et l'éducation pour créer une culture de sécurité et de résilience à tous les niveaux;
- ❖ Réduction des facteurs de risque sous-jacents; et
- ❖ Renforcement de la préparation aux catastrophes pour une réponse efficace à tous les niveaux.

Le cadre oblige les pays à élaborer des cadres politiques, législatifs et institutionnels pour la réduction des risques de catastrophe et pour développer et suivre les progrès grâce à des indicateurs spécifiques et mesurables.

Le CAH exige également que les États membres établissent, entre autres, révisent et maintiennent périodiquement des systèmes d'information dans le cadre des systèmes d'alerte rapide afin de garantir que des mesures rapides et coordonnées sont prises en cas d'alerte ou d'urgence. □



La Stratégie GBV de la SADC en cours

L'AFRIQUE AUSTRALE a entamé le processus d'élaboration d'une stratégie pour guider les États membres dans leurs réponses aux défis de la violence basée sur le genre.

Dans un message commémorant la Journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes, Dr Stergomena Lawrence Tax, secrétaire exécutive de la SADC, a déclaré que la région condamne fermement la violence basée sur le genre sous toutes ses formes et s'engage à prévenir et éliminer cette pratique répugnante.

"Conscient du sérieux que la SADC attache à cette pratique indésirable, le Secrétariat est en train de développer une stratégie régionale qui guidera les États membres dans la réponse à la violence basée sur le genre. Cela garantira que notre région ne laissera personne derrière dans un effort de mettre fin à la violence, en particulier les actes perpétrés contre les femmes et les filles."

Traite des Personnes Pratiques Efficaces documentées

LA SADC a lancé une brochure sur les leçons apprises sur la traite des personnes dans la région.

La brochure, lancée au Botswana en octobre, s'intitule « Prévenir et combattre la traite des personnes: leçons tirées de la région de la SADC » et vise à partager les leçons tirées des États membres de la SADC afin d'améliorer la réponse régionale au crime.

Prenant la parole lors du lancement, le secrétaire permanent pour la défense, la justice et la sécurité du Botswana, Segakweng Tsiane, a déclaré qu'il

Malgré le fait que tous les États membres de la SADC disposent d'une législation spécifique sur la lutte contre la violence basée sur le genre, le nombre de cas signalés continue d'augmenter et cela est dû à un certain nombre de facteurs incluant l'inégalité entre les genres.

Il est largement reconnu que l'inégalité entre les genres et les relations de pouvoir inégales sont parmi les principaux moteurs de la violence contre les femmes et les filles.

Dr Tax a noté que la lutte contre la VBG ne peut être gagnée si nous n'abordons pas agressivement les inégalités entre les sexes.

"Nous devons donc faire un effort supplémentaire pour permettre aux femmes et aux filles d'améliorer l'égalité des sexes et l'équité. Il s'agit d'un effort collectif et personne ne devrait être laissé pour compte



était essentiel que les États membres de la SADC continuent de travailler ensemble pour "renforcer les capacités de lutte contre la traite des êtres humains".

Malgré la montée de la traite dans de nombreuses parties du monde et les efforts de sensibilisation du public en Afrique australe, la région reste un terrain fertile pour les trafiquants qui exploitent les vulnérabilités créées par des facteurs tels que les conflits, la pauvreté, l'accès limité aux soins de santé et l'éducation et les inégalités entre les sexes. □

dans cet effort visant à lutter efficacement contre la violence sexiste et à rendre notre région sûre pour tous."

Elle a exhorté les États membres de la SADC à accorder une attention particulière à l'article 20 du Protocole de la SADC sur le genre et le développement, qui appelle tous les États parties à promulguer et faire appliquer une législation interdisant toutes les formes de violence sexiste; et élaborer des stratégies pour prévenir et éliminer toutes les pratiques sociales et culturelles néfastes qui comprennent le mariage des enfants, les mariages précoces et forcés et les grossesses chez les adolescentes.

D'autres pratiques néfastes comprennent l'esclavage et les mutilations génitales féminines.

Dr Tax a également noté la prévalence de la traite des personnes, qui cible

principalement les femmes et les filles.

"Il est triste de constater que le crime de traite des personnes contre les femmes et les filles, qui sont la majorité des victimes,

continue d'être commis, caractéristique d'un esclavage moderne", a-t-elle déclaré.

La prévalence de la traite des personnes a nécessité l'élaboration d'un Protocole global visant à prévenir, punir et réprimer la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, en 2000.

"Il est encourageant que déjà 13 des 15 États membres de la SADC aient fait des progrès significatifs vers la domestication du cadre législatif mondial en développant d'abord leur législation spécifique pour lutter

contre le crime de traite des personnes", a déclaré le Dr Tax.

Les 13 pays qui ont adopté des lois contre la traite sont l'Angola, le Botswana, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, les Seychelles, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

Dr Tax a déclaré que des efforts sont en cours en République Démocratique du Congo et en Namibie "pour adopter une législation spécifique criminalisant la pratique".

Compte tenu des problèmes de sécurité publique posés par la traite des personnes dans la région de la SADC, les États membres ont adopté en 2009 un Plan d'action stratégique décennal de la SADC sur la lutte contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants.

La région est en train d'élaborer un protocole de la SADC sur la traite des personnes.

Tous ces efforts démontrent la détermination de la SADC à mettre fin à toutes les formes de violence perpétrées contre les femmes et les filles.

La Journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes a marqué le début de la campagne des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre dont le thème était. Ne laissez personne derrière: Éliminer la violence contre les femmes et les filles.

Chaque année, la campagne se déroule du 25 novembre au 10 décembre, Journée internationale des droits de l'homme, soulignant l'importance d'aborder et de traiter la violence sexiste comme une violation flagrante des droits de l'homme fondamentaux. □



ENERGIE RENOUVELABLE & EFFICACITE ENERGETIQUE STRATEGIE ET PLAN D'ACTION pour la Communauté de Développement de l'Afrique australe

Une transition énergétique est en cours à l'échelle mondiale pour accroître l'utilisation des sources d'énergie propre et développer des moyens novateurs d'utiliser moins d'énergie pour stimuler le développement durable. Pour soutenir un engagement cohérent en faveur d'une utilisation plus large des sources d'énergie et des technologies plus propres, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a élaboré une stratégie et un plan d'action pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REEESAP). Cette note de politique met en évidence certaines des interventions et stratégies clés proposées par le REEESAP pour aider la SADC à exploiter ses ressources en énergie renouvelable et à développer des moyens innovants d'utiliser moins d'énergie.

Qu'est-ce que l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique?

L'énergie renouvelable (ER) est l'énergie collectée à partir de sources qui sont naturellement reconstituées à l'échelle humaine, telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'énergie géothermique, l'énergie hydraulique, l'océan et la biomasse. L'efficacité énergétique (EE) est l'objectif de réduire la quantité d'énergie nécessaire pour fournir des produits et des services. Par exemple, isoler une maison ou permettre une ventilation naturelle permet à un bâtiment d'utiliser moins d'énergie de refroidissement et de chauffage pour atteindre et maintenir une température confortable. L'installation de lampes écoénergétiques réduit également la quantité d'énergie requise pour atteindre le même niveau d'éclairage que l'utilisation d'ampoules à incandescence traditionnelles.

Déballer le REEESAP

Les ministres de l'énergie de la SADC ont adopté le REEESAP en juillet 2017 à Ezulwini, au Royaume du Swaziland. La stratégie et le plan d'action, qui couvre la période 2016-2030, visent à fournir un cadre aux États membres de la SADC pour développer leurs propres stratégies d'énergie renouvelable, conduisant à une plus grande utilisation des ressources d'Énergie Renouvelable et à la mobilisation des ressources financières pour le

secteur. Les principaux objectifs stratégiques du REEESAP sont les suivants:

- ◆ assurer la sécurité énergétique en comblant le déficit actuel de l'offre et de la demande en grande partie dans le secteur de l'électricité et en favorisant la croissance économique et l'industrialisation futures;
- ◆ accroître la disponibilité, l'accessibilité et l'abordabilité financière des services énergétiques modernes, en particulier pour les pauvres, qui dépendent en grande partie de formes d'énergie traditionnelles inefficaces pour améliorer leur statut socioéconomique et réduire la pauvreté;
- ◆ compenser le risque associé aux importations d'énergie sous la forme de factures d'importation importantes et d'une incertitude d'approvisionnement aggravée par l'impact des fluctuations monétaires;
- ◆ mobiliser des ressources financières pour l'investissement à la fois pour les projets ER / EE et la fabrication d'équipements ER / EE dans la région de la SADC, cette dernière contribuant au programme d'industrialisation de la SADC; et
- ◆ atteindre des voies de développement à faible émission de carbone et des systèmes énergétiques résilients aux changements climatiques dans les États membres et, par conséquent, dans la région.

La région de la SADC a une abondance de sources d'énergies renouvelables qui incluent l'énergie hydraulique, éolienne et solaire. Par conséquent, la mise en œuvre de REEESAP a la capacité de changer le paysage énergétique de la SADC.

Pour assurer le succès du REEESAP, les ministres de l'énergie de la SADC ont exhorté les États membres à utiliser la stratégie et le plan d'action comme point de référence pour élaborer des stratégies nationales d'ER et d'EE et mettre en œuvre toutes les interventions stratégiques et plans d'action nationaux. En outre, les ministres ont demandé au Centre de la SADC pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SACREEE) nouvellement opérationnel de travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat de la SADC afin de suivre la mise en œuvre du REEESAP et de faire rapport aux ministres sur une base biannuelle.

Potentiel des Sources d'Énergie Renouvelable

Source d'ER	Potentiel	Capacité Totale Installée
Hydroélectrique	40,874 MW	12,000 MW
Solaire	20,000 TWh/an	1% d'électricité solaire
Eolienne	800 TWh /an	Moins d'1% d'électricité générée par le vent
Electricité générée par la Biomasse	9,500 MW (sur base des déchets agricoles seulement)	2,500 MW Electricité générée par la Biomasse
Géothermique	4,000 MW	

Source REEESAP

Interventions proposées pour accroître l'utilisation des technologies ER et EE

Un certain nombre d'interventions et d'actions stratégiques sont proposées par le REEESAP pour permettre aux pays de la SADC d'augmenter l'adoption de sources d'énergie plus propres et alternatives et de développer des moyens innovants d'utiliser moins d'énergie pour alimenter le programme de développement. Certaines interventions stratégiques clés sont:

- ◆ Renforcer toutes les agences de la SADC et les institutions nationales en charge de l'énergie pour adopter et mettre en œuvre des projets d'ER / EE. La répartition des tâches entre ces différents facilitateurs de marché devrait être efficace, afin d'éviter les doublons, de tirer parti des synergies existantes et de créer des synergies;
- ◆ Créer des politiques, des stratégies, des plans et d'autres cadres pour assurer un

environnement propice aux investissements dans l'ER / EE;

- ◆ Élaborer des cadres de réglementation et de normalisation appropriés pour les projets et investissements d'ER / EE;
- ◆ Attirer la participation du secteur privé aux investissements pour les ER et l'EE;
- ◆ Renforcer les capacités pour concevoir, développer, construire, mettre en œuvre et maintenir des projets RE / EE;
- ◆ Avoir un financement pour les projets RE / EE;
- ◆ Développer des projets, des technologies et le transfert d'expertise pour répondre aux objectifs de la demande;
- ◆ Envisager des questions intersectorielles et transversales lors de la mise en œuvre de projets ER / EE, et;
- ◆ Promouvoir l'adoption de l'ER / EE par l'information, le plaidoyer et la sensibilisation.

Histoire de Succès -- Communiquer l'Énergie en Afrique australe

Le projet «Communiquer l'énergie en Afrique australe» a fait des progrès significatifs dans la communication des questions liées à l'énergie à la communauté régionale à travers des outils de communication multiples et variés. Ceux-ci comprennent le SADC Energy Monitor, le SADC Investment Yearbook, le Bulletin du groupe thématique Énergie SADC (ETG), ainsi que le bulletin régional bimensuel Southern Africa Today et son service d'information hebdomadaire connexe, Southern African News Features (SANF). Le SANF publie au moins deux nouvelles par mois sur les questions d'énergie et les développements connexes en Afrique australe. Les articles du SANF sont distribués à une liste de destinataires influents dans la région et sont largement reproduits par les médias et ailleurs, démontrant l'appétit pour les nouvelles de l'énergie dans la SADC.

Le projet est mis en œuvre par le Centre de recherche et de documentation d'Afrique australe (SARDC) en partenariat avec la Division de l'énergie du Secrétariat de la SADC, avec l'appui de l'Agence autrichienne de développement (ADA) et de la Coopération autrichienne pour le développement (ADC).

Cadre de mise en œuvre proposé pour REEESAP

Le succès du REEESAP repose sur une variété de facteurs, parmi lesquels la disponibilité des ressources, notamment financières. Les États membres devraient également domestiquer le REEESAP et mettre en œuvre des actions, aux niveaux national et régional. Le Secrétariat de

la SADC, à travers le SACREEE, devrait jouer un rôle de premier plan dans la coordination de la mobilisation des ressources pour les actions REEESAP.

Le tableau montre certains des principes directeurs pour la mise en œuvre du REEESAP. Les principes sont adaptés des directives politiques de la SADC.

Principes directeurs de mise en œuvre du REEESAP

Responsabilité	Les États membres ont la responsabilité de choisir et de mettre en œuvre les actions du REEESAP qui sont prioritaires pour leur pays
Subsidiarité	REEESAP sera mis en œuvre aux niveaux les plus appropriés par les agences concernées dans la région et dans les États membres
Additionnalité	Des institutions autres que le Secrétariat de la SADC et ses agences peuvent mettre en œuvre des interventions REEESAP. Celles-ci comprennent le secteur privé, la société civile, les universités et les partenaires de développement.
Priorisation	Les interventions du REEESAP sont basées sur les priorités de développement de la SADC et les États membres auront la liberté de hiérarchiser les actions les plus importantes pour leurs priorités de développement.
Rationalisation	REEESAP favorisera la cohérence et l'alignement des initiatives, objectifs et buts nationaux, régionaux et mondiaux.
Coordination	REEESAP favorisera la planification intersectorielle et transversale.
Flexibilité	REEESAP est ouvert aux amendements et aux révisions dans le cadre de sa mise en œuvre pour mieux répondre à l'environnement en constante évolution.
Géométrie variable	Certains États membres peuvent aller plus vite dans la mise en œuvre de certaines activités pour lesquelles ils ont un avantage comparatif.
Meilleures pratiques	Les actions stratégiques REEESAP seront exécutées sur la base des meilleures pratiques et du partage des enseignements tirés entre les États membres..
Participatif	Les parties prenantes concernées seront informées, consultées et impliquées tout au long de la mise en œuvre du REEESAP et de l'élaboration des plans d'action des États membres.
Durabilité	REEESAP favorise l'appropriation locale, la sensibilisation, le renforcement des capacités et le développement institutionnel, et est ancré sur la participation des États membres.
Optimisation	REEESAP utilisera au mieux les ressources financières disponibles, donnant la priorité aux solutions «à fort impact / faible coût» et aux actions de jumelage avec les mécanismes de financement les plus appropriés.

Conclusion

L'adoption du REEESAP a la capacité de changer le paysage du développement des énergies renouvelables dans la SADC, et est essentielle pour guider la région à adopter des moyens innovants d'utiliser moins d'énergie pour soutenir les initiatives de développement. Ceci est rendu possible par les vastes sources d'énergie renouvelables qui se produisent dans la région de la SADC. Par conséquent, l'approbation du REEESAP est un développement bienvenu qui attirera des investissements importants dans le secteur

des énergies renouvelables de la SADC, permettant à la région d'augmenter l'accès et la disponibilité énergétique, et de promouvoir l'innovation technologique dans le secteur qui assurera que la région utilise moins d'énergie pour fournir le même service. La mise en œuvre de telles mesures d'efficacité énergétique en Afrique australe a déjà permis d'économiser environ 4 561 MW d'électricité entre 2009 et 2015. La région de la SADC devrait économiser plus de 6 000 MW d'ici 2018 si ces initiatives sont mises en œuvre conformément au plan.

Références

- SADC 2016. Renewable Energy and Energy Efficiency Strategy and Action Plan. Gaborone, Botswana
- SADC 2015. SADC Revised Regional Indicative Strategic Development Plan. Gaborone, Botswana
- SADC 2012. Regional Infrastructure Development Master Plan. SADC Secretariat, Gaborone
- SADC 2010. SADC Regional Energy Access Strategy and Action Plan. SADC Secretariat, Gaborone
- SADC, SARDC 2016. *SADC Energy Monitor 2016 – Baseline Study of the SADC Energy Sector*. Gaborone, Harare
- SADC, SARDC 2017 Renewable Energy-Biofuels. Opportunities and Challenges for the Southern African Development Community. *Energy Policy Brief No. 13*. Gaborone, Harare
- SADC, SARDC 2017. *SADC Energy Investment Yearbook 2017*. Gaborone, Harare
- SADC, SARDC 2016. *SADC Energy Investment Yearbook 2016*. Gaborone, Harare
- SADC, SARDC 2016. *Efforts et Avantages de l'Intégration du Genre dans le Secteur de l'Énergie Renouvelable de la SADC*. Gaborone, Harare
- SARDC 2016. Towards a SADC Strategy for Renewable Energy. *Southern African News Features 16 No.52*, November 2016, SARDC, Harare

Cette note de politique est produite par la SARDC dans le cadre du projet sur la communication de l'énergie en Afrique australe avec l'appui de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/La Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de ce dossier incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'AAD/CAD.



Julius K. Nyerere House
15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tel +263 4 791141 Email sardc@sardc.net
Website www.sardc.net Knowledge for Development





La SADC est engagée à une solution politique durable au Lesotho

LA SADC continue à œuvrer pour que la stabilité soit rétablie au Royaume du Lesotho, où les défis politiques et sécuritaires menacent une fois de plus la paix dans la région.

S'exprimant lors du Dialogue post-électoral du Lesotho tenu à Maseru en octobre, le vice-président sud-africain Cyril Ramaphosa a déclaré que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) est investie en tant que région et peuple d'Afrique dans le progrès du Royaume. Nous réitérons l'engagement de la SADC à travailler avec le gouvernement et le peuple du Lesotho à la recherche d'une solution durable aux défis politiques et sécuritaires auxquels le pays est confronté", a déclaré M. Ramaphosa lors de la réunion.

Le dialogue, qui s'est tenu sous les auspices du Conseil des ONG du Lesotho, a réuni des représentants des partis politiques et des chefs traditionnels et religieux.

Il a fourni une plate-forme pour discuter des complexités du processus électoral du Lesotho; les questions liées à la garantie de la paix nationale, de la stabilité politique, de la réconciliation et de la justice transitionnelle; conditions préalables à la réussite des réformes; et des considérations clés dans le processus, les structures et le

leadership qui devraient accompagner le processus de réforme dans le pays.

Le dialogue national est l'une des recommandations faites par la SADC en 2014 au gouvernement du Lesotho pour trouver une solution durable aux défis politiques dans le royaume.

La SADC a demandé au gouvernement du Lesotho d'élaborer et de soumettre une feuille de route sur la mise en œuvre des décisions de la SADC avec des jalons et des livrables concrets et clairs, et de rendre compte des progrès avant novembre 2017.

Ramaphosa, facilitateur de la SADC auprès du Royaume du Lesotho, a déclaré que l'engagement de la SADC à assurer le rétablissement de la paix et de la sécurité dans le pays est démontré par sa décision de déployer un Comité de supervision élargi ainsi qu'une force contingente proposée.

Le Comité de supervision servira de mécanisme d'alerte précoce pour la situation politique au Lesotho. Il surveillera et assistera le royaume dans la mise en œuvre des décisions de la SADC.

A la suite du Sommet de la double Troïka en septembre, une équipe d'évaluation technique de la SADC a été déployée au Lesotho pour évaluer la situation sécuritaire dans le Royaume et

déterminer les besoins et préparer les modalités de déploiement de la Force contingente de la SADC pour le 1er novembre.

La décision du Sommet de la double Troïka faisait suite à l'assassinat en septembre du commandant de la Force de défense du Lesotho (FDL), le général Khoantlhe Motšomotšo, un développement qui a compromis la mise en œuvre des décisions de la SADC et déstabilisé davantage la sécurité.

L'équipe d'évaluation technique de la SADC a tenu des réunions consultatives avec divers acteurs du Lesotho à Maseru en septembre.

Les parties prenantes consultées comprenaient le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, le Ministère de la défense et de la sécurité nationale, le LDF, le Service de sécurité nationale du Lesotho, la Police Montée du Lesotho, le Conseil chrétien du Lesotho, le Conseil des ONG du Lesotho et les représentants des partis politiques d'opposition.

À la fin de la mission, l'équipe a préparé un rapport détaillé contenant des recommandations sur les exigences et les modalités du déploiement de la Force contingente de la SADC comprenant les composantes militaire, policière et civile.

La Namibie est devenue le premier pays à annoncer sa contribution à la force de contingence proposée par la SADC. Le gouvernement namibien a approuvé le déploiement de 250 soldats au Lesotho dans le cadre d'une force de réserve de la SADC de 1 200 hommes.

La SADC a condamné l'assassinat de Motšomotšo, affirmant que l'incident pourrait affecter les efforts pour

promouvoir et trouver une solution durable à la situation politique dans le pays.

Motšomotšo a été abattu chez lui, apparemment par un groupe de soldats récemment licenciés. Pour éviter la possibilité d'une nouvelle détérioration de la sécurité dans le pays, la SADC a immédiatement envoyé une mission d'enquête ministérielle au Lesotho en septembre.

La mission était composée du président de la SADC, le président de l'Afrique du Sud, Jacob Zuma, des ministres de la troïka de l'organe ainsi que des experts de la défense et de la sécurité.

La mission d'enquête a procédé à une évaluation de la situation sécuritaire et a tenu des réunions avec toutes les parties prenantes clés au Lesotho afin de déterminer les circonstances de l'assassinat et recommandé par la suite une ligne de conduite appropriée.

L'une des recommandations était le déploiement d'une force contingente comprenant des experts militaires, de sécurité, de renseignement et civils dans le royaume, qui a été approuvé par le sommet de la double troïka qui s'est réuni le 15 septembre en Afrique du Sud.

Le sommet de la Troïka a approuvé un mandat élargi et la composition d'un total de 34 membres du Comité de supervision, comprenant des experts militaires, de sécurité, de renseignement et civils qui seront déployés au Lesotho.

La Troïka a appelé à un besoin urgent d'aider le Royaume à rétablir la loi et l'ordre, et un environnement pacifique favorable entre autres, la mise en œuvre des décisions de la SADC, notamment les réformes du secteur de la sécurité et les réformes constitutionnelles ainsi que des recommandations de la Commission d'Enquête sardc.net □



Délégués participant au Dialogue Post Electoral à Maseru – Lesotho



Le nouveau leader Zimbabwéen promet "une direction positive différente"

IL A PARLÉ d'un large éventail de questions. Cependant, le message était clair et à l'unisson.

Emmerson Mnangagwa, le nouveau président du Zimbabwe a déclaré que l'unité d'objectif entre tous les citoyens - à l'intérieur et à l'extérieur du pays - et indépendamment de la couleur ou de l'association politique est essentielle pour consolider les acquis de l'indépendance et reconstruire l'économie.

"La tâche à accomplir est de reconstruire notre grand pays", a déclaré M. Mnangagwa lors de son premier discours après son

investiture le 24 novembre à Harare, ajoutant que la tâche "incombe principalement à nous seuls".

Je lance donc un appel humble à nous tous pour que nous passer l'éponge sur le passé, en nous embrassant les uns les autres pour définir un nouveau destin.

Mnangagwa a également promis de renforcer les liens avec les voisins régionaux et continentaux et de rapprocher le reste de la communauté internationale alors que le pays s'engage dans une direction positive différente.

Reconnaissant que la plupart des problèmes auxquels le pays d'Afrique australe a été confronté depuis 2000 "découlent, en partie, de la façon dont nous avons géré notre politique, tant au niveau national qu'international", a-t-il dit, il faudra veiller à ce que le Zimbabwe reprenne sa place légitime parmi la famille des nations".

Il a noté que le programme de réforme agraire, présenté par son prédécesseur Robert Mugabe en

2000, était inévitable, mais que son administration viserait à indemniser tous les agriculteurs qui ont perdu leurs terres agricoles pendant le processus.

"Mon gouvernement est déterminé à indemniser les agriculteurs dont les terres ont été prises en vertu de nos lois", a déclaré Mnangagwa.

Plus de 4 500 fermiers commerciaux blancs ont été dépossédés de leurs terres par des Zimbabwéens sans terre dans le cadre d'un programme considéré par certains comme précipitant la crise politique et économique qui a touché le pays au cours des 17 dernières années.

Les relations se sont détériorées entre Harare et la plupart des capitales occidentales, avec l'ancien président, R.G. Mugabe retirant le Zimbabwe du Commonwealth en décembre 2003.

Cela a entraîné une fuite sans précédent de capitaux et de compétences du Zimbabwe. Mnangagwa s'est engagé à rétablir les liens avec les organisations régionales, continentales et internationales.

"Nous réaffirmons pleinement notre appartenance à la famille des nations et exprimons notre engagement à jouer notre rôle dans toutes les organisations et arrangements régionaux, continentaux et internationaux afin d'apporter notre modeste contribution à un ordre mondial prospère", a-t-il déclaré.

En ce qui concerne le développement économique, Mnangagwa a déclaré que la

reprise serait la priorité, fondée sur l'agriculture, qui est l'épine dorsale de l'économie nationale.

"Des choix clés devront être faits pour attirer l'investissement étranger direct afin de faire face aux niveaux élevés de chômage tout en transformant notre économie vers le tertiaire", a-t-il déclaré.

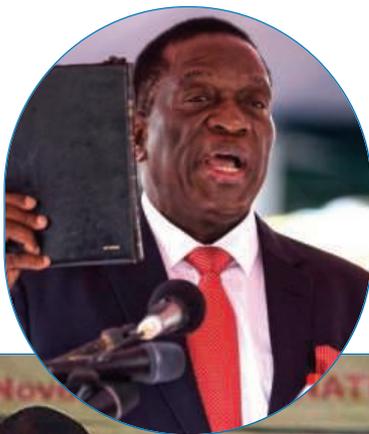
"Les nombreux Zimbabwéens qualifiés qui ont quitté le pays au fil des ans pour diverses raisons doivent maintenant entrer dans le vaste calcul économique conçu pour notre redressement et le décollage."

L'accent sera également mis sur le développement des infrastructures, telles que les routes, afin de faciliter la circulation des personnes, des biens et des services.

Plus de 60 000 Zimbabwéens de tous horizons et convictions politiques ont assisté à la cérémonie d'inauguration au stade national des sports.

Un nombre de leaders et d'anciens leaders régionaux ont assisté à l'inauguration. Seretse Khama Ian Khama du Botswana, Filipe Nyusi du Mozambique, Edgar Lungu de Zambie et Vice-président Nickey Iyambo de Namibie, ainsi que les anciens présidents zambiens Kenneth Kaunda et Rupiah Banda et les anciens présidents namibiens Sam Nujoma et Hifikepunye Pohamba.

La SADC a félicité le Zimbabwe pour la transition en douceur et s'est engagée à continuer à renforcer ses relations avec le gouvernement du Zimbabwe sous le leadership du président Mnangagwa. sardc.net □



Mnangagwa: "Je m'engage à être votre serviteur"

S'IL Y avait une description de poste pour le président de la République du Zimbabwe, cela correspondrait au CV d'Emmerson Dambudzo Mnangagwa qui est devenu le deuxième président exécutif le 24 novembre 2017. Il est très bien préparé pour le travail.

Il est un avocat constitutionnel, un ancien commandant de la guérilla et un diplômé de la prison qui a servi avec distinction pendant la guerre de libération qui a vaincu le régime rhodésien de Ian Smith et a apporté l'indépendance au Zimbabwe en 1980.

Il fut le premier commandant militaire formé à entrer dans le pays, conduisant le premier groupe de guérilleros entraînés à traverser le fleuve Zambèze en Rhodésie du Sud en 1964.

Plus tard il a été capturé après des activités de sabotage dans diverses parties du pays et a passé près de dix ans en prison, principalement à Khami. Il a repris ses études en prison et a terminé ses études à l'Université de Zambie après sa libération.

Il était chef de la sécurité civile et militaire pendant les dernières étapes décisives de la guerre, à Maputo et au quartier général militaire de Chimoio, et il était membre de la délégation qui a négocié l'accord d'indépendance à Lancaster House à Londres.

Il a dirigé la première délégation civile de 23 responsables du parti qui sont rentrés au Zimbabwe dans les premiers jours de janvier 1980. Il était responsable de la sécurité du parti et du président lors du cessez-le-feu et de la campagne électorale qui a permis à ZANU PF et PF ZAPU de gagner des sièges contestés au Parlement.

Il a présidé la commission d'intégration militaire chargée d'intégrer les deux armées du mouvement de libération à l'armée rhodésienne. Il a été député, ministre et leader du parti.

Il a été ministre de la Sécurité, de la Justice et des Affaires juridiques, des Finances, du Logement rural et de la Défense. Il a été président du Parlement et leader des affaires gouvernementales au Parlement.

Il a servi dans des missions secrètes et des plates-formes publiques, et a interagi avec les chefs d'État.

Il a dirigé le processus de légalisation de la nouvelle Constitution du pays, et en tant que vice-président, il a lancé un programme agricole innovant qui a abouti à une récolte exceptionnelle de maïs cette année.

Il a servi le parti et le gouvernement, et le peuple du Zimbabwe, dans toutes ces capacités.

Cela explique pourquoi il a reçu un accueil très chaleureux lors de son retour au pays pour occuper le poste le plus élevé après la démission du premier président exécutif, R.G. Mugabe.

En arrivant au pays le 22 novembre et en mettant fin à 16 jours d'exil après des menaces contre sa vie, il était d'une humeur sérieusement exubérante, utilisant son humour et remplissant son profil d'unificateur.

Il a dit à la grande foule rassemblée devant le siège du parti, sous les applaudissements les plus vifs, que "je m'engage à être votre serviteur".

Il a été élu leader du parti (président et premier secrétaire) par le Comité central, qui est le principal organe décisionnel de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (Front patriotique) entre les congrès, ce qui a été confirmé lors du congrès du 15 décembre.

L'un de ses premiers actes en tant que président fut d'officier lors du changement de nom du quartier général militaire après le commandant de la libération emblématique, Josiah Magama Tongogara, de son nom colonial d'un ancien roi britannique, le roi George VI. Toutes les casernes et bases militaires ont continué d'avoir des noms coloniaux mais ont maintenant été renommées après les héros des années 1890 et des guerres de libération des années 1960/1970.

Mnangagwa a eu une carrière bien équilibrée dans le gouvernement, étant le premier ministre de la Sécurité d'État après l'indépendance (1980-1988), et plus

tard ministre de la Justice, des Affaires juridiques et parlementaires (1989-2000) et leader des Affaires du gouvernement. Au Parlement, Ministre des Finances par intérim (1995-1996); Président de l'Assemblée nationale (2000-2005); Ministre du Logement rural et des Services sociaux (2005-2009); Ministre de la Défense (2009-2013); et premier vice-président de la République du Zimbabwe (2014-2017).

En tant que ministre de la Justice, des Affaires juridiques et parlementaires (2013-2014), il a activement opérationnalisé la nouvelle Constitution de la République du Zimbabwe en adoptant divers instruments juridiques du Parlement, en tant que leader des affaires gouvernementales au Parlement.

En tant que vice-président, il a continué à assumer cette responsabilité, ainsi qu'à guider le redressement économique grâce à la supervision active du programme réussi de Command Agriculture, qui a produit une récolte exceptionnelle de maïs pendant la saison 2017 et qui s'étend à d'autres cultures.

Responsable du groupe économique, il a travaillé dur pour attirer les investissements, notamment dans le secteur manufacturier.



"Je m'engage à être votre serviteur, j'appelle tous les vrais Zimbabweens patriotes à se réunir, à travailler ensemble. Il n'y a personne mieux que l'autre. Nous sommes tous des Zimbabweens. Nous voulons faire grandir notre économie. Nous voulons la paix dans notre pays.

"Nous voulons des emplois, des emplois, des emplois dans notre pays. Nous avons aussi besoin de la coopération de nos voisins de la SADC. Nous avons besoin de la coopération de l'Afrique. Nous avons besoin de la coopération de nos amis en dehors du continent. Que nous allons réaliser. Je reçois déjà des messages de coopération et de soutien pour notre croissance économique." *sardc.net* □

Mugabe: l'icône de la libération de l'Afrique

LA DÉMISSION de Robert Mugabe en tant que président du Zimbabwe le 21 novembre a marqué la fin d'une ère pour une icône politique africaine.

Admiré en Afrique en tant qu'icône de libération, Mugabe a offert un message d'espoir et d'unité à des millions de ses compatriotes lorsqu'il est devenu le premier Premier ministre noir du Zimbabwe nouvellement indépendant le 18 avril 1980.

Il n'a pas déçu pendant la majeure partie de ses 37 années au pouvoir, offrant un système d'éducation gratuit qui faisait l'envie de beaucoup de voisins du Zimbabwe et de loin, et annonçant une politique de réconciliation tant vantée peu après l'indépendance.

Mugabe est également crédité du programme de donner des terres aux Zimbabweens sans terre qui a été poursuivi par le gouvernement depuis 2000.

Alors qu'il était président de la SADC d'août 2014 à août 2015, la région a élaboré et adopté un cadre et une stratégie pour promouvoir l'industrialisation afin de s'assurer que la région bénéficie pleinement de ses ressources. □



Seychelles va explorer le pétrole dans le Plateau des Mascareignes

SEYCHELLES A annoncé son intention d'explorer l'écosystème marin et les gisements d'hydrocarbures sur le Plateau des Mascareignes, une frontière maritime administrée conjointement par les Seychelles et Maurice.

La recherche inclura principalement la collecte de données sur l'écosystème de la

pêche ainsi que sur l'exploration pétrolière et d'hydrocarbures, a déclaré Philippe Michaud, conseiller spécial au Département de l'économie bleue.

L'exploration se fera avec le Dr Fridtjof Nansen, un navire équipé pour la recherche marine avancée et multidisciplinaire et appartenant à l'Organisation

norvégienne pour la coopération au développement (NORAD). Le navire sera envoyé sur le plateau des Mascareignes vers le mois de juin de l'année prochaine.

Le plateau des Mascareignes est une vaste zone peu profonde de l'océan Indien, allant de 8 à 150 mètres de profondeur, située au nord et à l'est de Madagascar.

La recherche sera réalisée dans le cadre du projet Nansen sur l'approche écosystémique des pêches (EAF) mis en œuvre par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture en collaboration avec l'Institut norvégien de recherche marine. *Seychelles News Agency* □

Les Seychelles éliminent progressivement les appareils qui réduisent la couche d'ozone

SEYCHELLES SE penche sur les appareils technologiques adaptés à la couche d'ozone, dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative Green Cooling Africa.

Grâce à cette initiative, les Seychelles pourront remplacer des appareils tels que les réfrigérateurs et les climatiseurs contenant des hydrochlorofluorocarbures (HCFC) et des chlorofluorocarbures (CFC) par des appareils utilisant des gaz naturels.

Wills Agricole, secrétaire général pour l'énergie et le changement climatique, a déclaré que lorsque les applications de réfrigération et de climatisation augmentent, les émissions de gaz à effet de serre augmentent également parce que "la plupart de ces applications utilisent des gaz fluorés comme réfrigérants".

Les Seychelles, un groupe de 115 îles de l'océan Indien occidental, sont devenues le cinquième pays d'Afrique à faire partie de l'initiative Green Cooling Africa après le Ghana, la Namibie, le Kenya et Maurice.

L'initiative est un programme qui aide les pays partenaires à créer un changement dans le secteur du refroidissement vers une technologie plus durable et une voie d'atténuation faible. □

Les PME stimulent l'économie mauricienne

LES PETITES et moyennes entreprises contribuent de manière significative à l'économie mauricienne, représentant plus de la moitié des emplois et au moins 40% du produit intérieur brut, selon le Premier ministre Pravind Kumar Jugnauth.

L'accès à l'électricité en Tanzanie s'élève à 70%

PRÈS DE 70% des Tanzaniens ont maintenant accès au réseau électrique, un bond significatif par rapport à 40% il y a deux ans.

Innocent Luoga, commissaire par intérim pour les affaires énergétiques et pétrolières, a déclaré que l'accès à l'électricité est passé de 40% en 2015 à légèrement supérieur à 67,5% en 2017, tandis que la pénétration du réseau électrique atteint 97,3% dans les zones urbaines et 49,5% dans les zones rurales.

Cela signifie qu'au moins 35 millions de Tanzaniens ont accès à l'électricité du réseau principal à travers le pays, et que ce chiffre devrait augmenter rapidement grâce au programme d'électrification rurale en cours.

La Tanzanie abrite actuellement environ 50 millions de personnes, l'un des plus grands pays de la région de la SADC.

Prenant la parole lors d'une exposition pour les petites et moyennes entreprises (PME) à Saint-Pierre en novembre, Jugnauth a indiqué qu'il y a plus de 126 000 PME à Maurice, employant environ 300 000 personnes. C'est environ 54 pour cent du nombre total de personnes employées dans le pays.

Il a rappelé qu'en vue de soutenir les PME, une série de mesures avaient été annoncées dans le budget national 2017/18.

Celles-ci comprennent une contribution de 5 000 Rs (environ 150 dollars EU) du Trésor

aux frais d'adhésion au label Made in Moris ; espace dédié dans quatre nouvelles foires commerciales locales afin que les PME puissent commercialiser leurs produits; et la mise en place d'une plate-forme électronique pour les PME afin de donner plus de visibilité aux produits des PME.

Les frais d'exportation ont également été réduits de 15 à 3 pour cent afin que les entreprises puissent exporter leurs produits plus facilement, a ajouté Jugnauth. *Government of Mauritius*. □

La BAD stimule l'agriculture namibienne

LE GROUPE de la Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un prêt de 1 milliard de Rands Sud-Africain (environ 74 millions USD) pour soutenir le secteur agricole namibien en finançant le projet de mécanisation agricole et d'amélioration des semences du pays.

Le projet a été approuvé par le Conseil d'administration de la BAD le 4 décembre à Abidjan et vise à renforcer la productivité agricole pour réduire les importations de céréales de base / céréales, faciliter la création d'emplois et améliorer les revenus des ménages.

Les deux composantes clés du projet sont l'amélioration de la chaîne de valeur (avec la

mécanisation agricole et les systèmes semenciers certifiés en tant que sous-composants) et le soutien institutionnel par le renforcement des capacités et la gestion de projet.

Le projet sera mis en œuvre par le Ministère namibien de l'agriculture, de l'eau et des forêts sur une période de cinq ans dans les 14 régions administratives de la Namibie.

Il bénéficiera directement à 294 500 agriculteurs et à 10 000 éleveurs.

En outre, le projet soutiendra pleinement 111 coopératives de petits exploitants et bénéficiera indirectement à environ 800 000 personnes le long des chaînes de valeur des céréales et de l'élevage. □

Décembre – Février 2017

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI Vol. 20 No 1 DÉCEMBRE 2016



SADC AUJOURD'HUI
est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adeh: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Danai Majaha, Anesu Ngadya, Tariro Sasa, Nyarai Kampilipili, Tanaka Chitsa, Lynette Chitambo, Tonderai Mpofo, Monica Muteru, Raymond Ndhlovu

CONSEILLER À LA RÉDACTION
TRADUCTEUR
Chris Kambayi

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Energie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.
© SADC, SARDC, 2017

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanji

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1ytimag.com, cnbcafrica.com, kagiso.ic.com, ibrahimmayaki.com, electrotherm.co.za, sadc.int; P2s2dmcdn.net, wikimedia.com; P4sciencealert.com, conserve-energy-future.com, tbn0.gstatic.com, rehgroup.com; P5footank.com; P6ipsnews.net; P8sadc.int; P9sadc.int; unomaha.com, jubilantstewards.com, 2.bp.com; P10southernafrican.news; P11visitesotho.com, freenglishsite.com, i2.wp.com; P12cntraveller.com, thezimbabwemail.com; P13encrypted-tbn0.gstatic.com

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141 Fax +2634 791 271
Adeh: sadctoday@sadc.net

 sadc.net  @sadc.net

Austrian Development Cooperation

This document was produced in the context of a project funded by the Austrian Development Agency/the Austrian Development Cooperation. The responsibility of the content of this publication lies entirely with the author; the information and views expressed do not reflect the official opinion of the Austrian Development Agency/the Austrian Development Cooperation.





December
4-6, Ethiopie

12ème Conférence économique africaine

Organisée sous le thème Gouvernance pour la transformation structurelle, la conférence offrira une opportunité unique aux chercheurs, décideurs et praticiens du développement d'Afrique et du monde de réfléchir aux progrès réalisés par les pays africains dans la transformation structurelle de leurs économies. Elle est organisée conjointement par la Banque africaine de développement, la CEA, le PNUD et la Conférence économique africaine.

4-6, Ethiopie

Comité Technique Spécialisé de l'UA sur l'Egalité des Genres

Les ministres de l'UA chargés du genre et des affaires féminines rencontreront des experts pour discuter du travail de l'UA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, y compris la nouvelle Stratégie Genre de l'UA; évaluation de la politique de genre de 2009; nouvelle stratégie de communication de l'UA sur le genre et la déclaration solennelle sur l'égalité des genres en Afrique. Le Comité technique spécialisé sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes est un organe statutaire de l'UA.

10-14, Namibie

Semaine PIDA 2017

Le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) est un plan pour la transformation de l'infrastructure africaine pour la période 2012-2040 qui a été adopté par les dirigeants africains en janvier 2012. La Semaine PIDA 2017 se tiendra sous le thème « Renforcer le Commerce et la transformation Economique par le développement des infrastructures régionales. »

15, Zimbabwe

Congrès extraordinaire du ZANU PF

Le Congrès devrait entériner la décision du Comité central du 19 novembre de rappeler l'ancien président Robert Mugabe et d'élire l'Honorable Emmerson Mnangagwa en tant que premier secrétaire et président du parti. Le Comité central a également décidé que Mnangagwa sera le candidat présidentiel du parti aux élections prévues pour 2018. Le congrès devrait également approuver une autre décision du Comité central d'expulser plusieurs membres, dont l'ancienne première dame Grace Mugabe.

16-20, Afrique du Sud

54ème Conférence Nationale de l'ANC

Le Congrès National Africain d'Afrique du Sud tiendra sa conférence électorale à Guateng pour choisir un nouveau leader du parti et un exécutif national qui mèneront le parti aux élections de 2019. Le président Jacob Zuma et son exécutif termineront leurs fonctions après avoir purgé deux mandats, bien que le président Zuma reste chef du gouvernement à moins qu'il ne soit décidé de le rappeler. Un certain nombre de questions de mise en œuvre des politiques seront discutées.

Janvier
15-18, EAU

Sommet de l'Avenir du Monde 2018

Le sommet sera consacré au maintien du consensus sur l'énergie propre ainsi qu'à la promotion et à l'autonomisation des nouveaux acteurs du secteur. Il présentera aux acteurs de l'énergie une opportunité unique d'échanger des technologies et de partager les meilleures pratiques

A déterminer, Ethiopie

30ème Session Ordinaire de l'Assemblée de l'UA

Les chefs d'État et de gouvernement africains se réuniront pour la 30ème Session de l'Assemblée de l'Union africaine, qui sera précédée de réunions ministérielles et techniques. Le thème de l'UA pour cette année est "Gagner la lutte contre la corruption: un chemin durable vers la transformation de l'Afrique".

Fevrier
1-2, Botswana

Conférence SOLTRAIN 2018

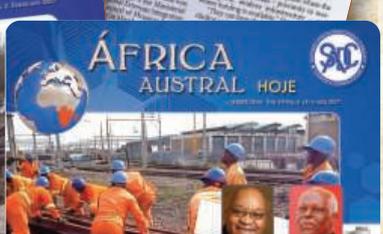
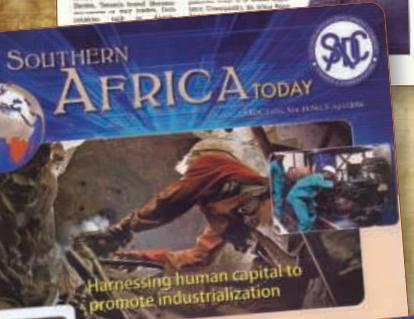
Des experts en énergie d'Afrique australe discuteront des moyens d'améliorer une approche coordonnée pour exploiter le potentiel énergétique du soleil. L'Initiative de formation et de démonstration solaires thermiques en Afrique australe (SOLTRAIN) est un programme régional sur le renforcement des capacités et la démonstration des systèmes thermiques solaires dans la région de la SADC.

20-21, Afrique du Sud

Dialogue sur l'Energie Africaine

L'Indaba rassemblera des experts internationaux et continentaux pour partager des idées et des solutions aux défis énergétiques de l'Afrique, tout en explorant simultanément de vastes opportunités de développement énergétique offertes à l'Afrique.

L'HISTOIRE
AUJOURD'HUI



JOURS FÉRIÉS AU SEIN DE LA SADC

Décembre 2017 – Février 2018

- | | | |
|-------------|--|--|
| 1 Décembre | Anniversaire du prophète | Comores |
| 8 Décembre | Immaculée Conception | Seychelles |
| 9 Décembre | Journée de l'Indépendance | Tanzanie |
| 10 Décembre | Journée Internationale des Droits Humains | Namibie |
| 16 Décembre | Journée de la Réconciliation | Afrique du Sud |
| 22 Décembre | Journée Nationale de l'Unité | Zimbabwe |
| 25 Décembre | Jour de Noel | Tous les pays de la SADC à l'exception de
Angola, Mozambique
Angola, Mozambique
Lesotho, Malawi, Swaziland,
Tanzanie, Zimbabwe |
| 26 Décembre | Journée de la Famille
Le Lendemain de Noel | Afrique du Sud
Namibie
Swaziland |
| 28 Décembre | Journée de Bonne Volonté
Journée de la Famille
Journée d'Incwala | Afrique du Sud
Namibie
Swaziland |
| 1 Janvier | Nouvel An | SADC |
| 4 Janvier | Journée des martyrs | RDC |
| 12 Janvier | Journée de la Revolution de Zanzibar | Tanzanie |
| 15 Janvier | Journée John Chilembwe | Malawi |
| 16 Janvier | Journée des Héros (Laurent Désiré Kabila) | RDC |
| 17 Janvier | Journée des Héros (Patrice Lumumba) | RDC |
| 31 Janvier | Thaiposam Cavadee | Maurice |
| 1 Février | Abolition de l'Esclavage | Maurice |
| 3 Février | Journée des Héros | Mozambique |
| 4 Février | Journée Nationale de la Lutte Armée | Angola |
| 13 Février | Carnaval | Angola |
| 13 Février | Maha Shivaratree | Maurice |
| 16 Février | Nouvel An chinois | Maurice |

Un avenir partagé au sein d'une communauté régionale